

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 17/05

AMR 23/001/2005 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

**COLOMBIE** Yolanda Becerra (f), présidente de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes) ainsi que les autres membres de l'OFP

Londres, le 20 janvier 2005

Yolanda Becerra, militante en faveur des droits humains, a été menacée par un groupe paramilitaire. Amnesty International pense que ses jours sont en danger.

Yolanda Becerra est la présidente de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), une organisation dont le siège se trouve à Barrancabermeja, dans le département de Santander. L'OFP milite en faveur des droits humains, et plus particulièrement des droits des femmes.

Selon des informations reçues tout récemment, le 24 décembre 2004, des personnes ont entendu, par hasard, les propos tenus par un membre d'un groupe paramilitaire opérant à Barrancabermeja au sujet de Yolanda Becerra : « *Cette salope a beaucoup de chance, elle a réussi à m'échapper. Avec un autre gars, on est censé la suivre depuis un mois [...] J'ai eu l'occasion de la tuer, à un moment où elle n'était pas avec les internacionales [...] Aujourd'hui, je regrette de ne pas l'avoir fait, cette salope est un vrai problème et on aurait pu en finir.* » Amnesty International pense que par « *internacionales* », il faisait allusion aux bénévoles des Brigades internationales de paix, une organisation qui met des accompagnateurs non armés à disposition de défenseurs des droits humains menacés, comme Yolanda Becerra, en Colombie, afin d'éviter qu'ils ne soient agressés.

Le 1<sup>er</sup> janvier, Nuevo Palmira, un district de Barrancabermeja, a vu l'arrivée d'hommes armés circulant à bord d'une voiture et à motos. Lorsqu'un passant leur a demandé ce qui se passait, les hommes auraient répondu qu'on leur avait signalé la présence d'« *individus bizarres* » dans les environs. Puis ils sont partis en affirmant qu'ils reviendraient. Au même moment, Yolanda Becerra rendait visite à sa mère dans la région de Nuevo Palmira. Elle était accompagnée de bénévoles des Brigades internationales de paix.

Ces quatre dernières années, Yolanda Becerra et d'autres membres de l'OFP ont été menacés à de multiples reprises par des groupes paramilitaires bénéficiant du soutien de l'armée colombienne. En janvier 2004, Inés Peña aurait été enlevée et torturée par des hommes armés appartenant à l'une de ces formations (pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter l'AU 144/02, AMR 23/055/02 du 13 mai 2002 et ses mises à jour, AMR 23/068/2003 du 21 octobre 2003 et AMR 23/006/2004 du 30 janvier 2004). Le 2 décembre 2004, un jeune, ancien membre, semble-t-il, d'un groupe paramilitaire opérant à Barrancabermeja, s'est introduit dans la cuisine commune de l'OFP, dans le district de La Estrella de Cedritos et a prévenu les militantes présentes qu'elles prenaient des risques en faisant campagne pour le respect des droits humains. Puis, faisant allusion à des pancartes qu'elles ont brandi dans le cadre de la campagne de l'OFP contre la violence faite aux femmes, il a déclaré : « *Que se passera-t-il si, un jour, ils vous apportent une boîte avec une bombe à l'intérieur, et ils vous tuent toutes pour avoir dit des choses pareilles ?* » Le lendemain, un colis a été abandonné devant la cuisine : les personnes qui l'ont trouvé ont cru qu'il contenait une bombe, mais on a par la suite découvert qu'il s'agissait d'un canular.

### INFORMATIONS GENERALES

Depuis quarante ans en Colombie, un conflit armé oppose les mouvements de guérilla aux forces de sécurité du gouvernement. Les forces armées ont mis en place une stratégie anti-insurrectionnelle qui s'appuie fortement sur des groupes paramilitaires pour se livrer à une « *sale guerre* » reposant sur des pratiques telles que la torture, les « *disparitions* » et les exécutions extrajudiciaires. Officiellement, l'armée s'en prend aux membres avérés ou présumés de mouvements de guérilla, mais elle n'hésite pas à utiliser cette dénomination pour qualifier des syndicalistes ou des défenseurs des droits humains qu'elle souhaite réduire au silence. De leur côté, les mouvements de guérilla ont intimidé, voire tué des personnes qu'ils accusaient de collaborer avec leurs ennemis, notamment des défenseurs des droits fondamentaux, et se sont rendus coupables d'enlèvements et de prises d'otages.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :**

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Yolanda Becerra et des autres militantes de l'OFP dans les départements de Bolívar et de Santander, notamment à Barrancabermeja ;

– exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées appropriées par ces personnes en vue de garantir leur sécurité ;

– demandez instamment que soit menée dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces dirigées contre les membres de l'OFP ces derniers mois, notamment sur les propos reproduits plus haut au sujet de Yolanda Becerra, que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– déclarez-vous préoccupé par le fait que le gouvernement n'a pris aucune mesure efficace contre les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région de Barrancabermeja, bien que les Nations unies lui aient recommandé de combattre et de démanteler ces formations ;

– exhortez les autorités à ouvrir une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Santander, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à déférer à la justice les personnes soupçonnées de soutenir ces groupes ou d'en faire partie.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez  
Presidente de la República  
Palacio de Nariño  
Carrera 8 No. 7-26  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Fax :** +57 1 342 0592 / 337 5890

**Formule d'appel :** *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,*

**Ministre de l'Intérieur et de la Justice :**

Sr. Sabas Pretelt de la Vega  
Ministro del Interior y de Justicia  
Ministerio del Interior  
Av. Jiménez No. 8-89  
Bogotá, Colombie  
**Fax :** +57 1 560 4630

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

**Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire]:**

Dr. Luis Camilo Osorio  
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación  
Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)  
Bogotá, Colombie  
**Fax :** +57 1 570 2000 (un message en espagnol vous priera de composer le 2017)

**Formule d'appel :** *Estimado Dr. Osorio, / Monsieur,*

**COPIES À :**

**Organisation non gouvernementale (ONG) :**

*Organización Femenina Popular*  
Cra 22 No 52B – 36, Barrancabermeja, Santander  
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 2 MARS 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*